



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 14 au 20 août 2020

Le 21 août 2020

Résumé

Afghanistan : Renforcement du programme pays pour la période 2021-2023 avec la Banque asiatique de Développement (BAsD).

Bangladesh : L'agence japonaise JICA signe un accord de financement d'aide-projets d'un montant de 3,3 Mds USD et s'est aussi engagée sur un programme d'aide budgétaire directe de 1 Md USD. Progression du revenu moyen par habitant à 2064 USD sur l'année budgétaire 2019/2020. 130 M€ de récoltes détruites par les inondations, le gouvernement se prépare à importer du riz. L'Inde veut conclure avec le Bangladesh des contrats gouvernementaux d'achat de coton.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Selon les données du Centre pour le suivi de l'économie indienne (CMIE), 18,9 millions de salariés auraient perdu leur emploi lors du confinement lié au Covid-19. Retour d'un déficit de la balance commerciale en juillet, après l'excédent enregistré en juin. *Politiques monétaire et financière* : Publication des minutes du dernier Comité de politique monétaire de la Banque centrale (RBI). Le Conseil d'administration de la RBI a approuvé le transfert de 571,3 Mds INR (7,6 Mds USD). *Autres informations* : Le Partenariat économique régional global (RCEP) définitivement sans l'Inde ?

Maldives : Soutien budgétaire de 250 M USD et 500 M USD de l'Inde pour le Projet de connectivité du Grand Malé. Financement de 73,4 M USD de la BAsD dans le secteur des déchets.

Pakistan : Le cabinet *Fitch Ratings* a confirmé la cote de crédit à long terme du Pakistan à « B- » avec une « perspective stable ». Le gouvernement souhaite améliorer la transparence des projets du CPEC lors de la prochaine visite du ministre des Affaires étrangères chinois prévue en octobre. Les transferts de migrants ont atteint près de 2,8 Mds USD en juillet, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré en un seul mois. Les exportations de textiles ont bondi de 33 % pour atteindre 1,3 Md USD en juillet 2020. Les dépôts bancaires ont enregistré une forte augmentation au cours de l'exercice 2019/20 pour atteindre 92 Mds USD.

Sri Lanka : Expansion de l'industrie manufacturière et des services d'après l'indice PMI. Diminution sensible des échanges commerciaux sur le premier semestre 2020 et réduction du déficit commercial. Baisse de la Bourse de Colombo (CSE) au cours de la période janvier-août 2020.

AFGHANISTAN

- **L'Afghanistan et la BAsD renforcent leur programme/pays pour la période 2021-2023.** Le ministre des Finances par intérim et gouverneur de la BAsD, Abdul Hadi Arghandiwal, et le Directeur pays de la Banque asiatique de développement en Afghanistan, Narendra Singru, ont passé en revue le programme de la BAsD pour le pays et les priorités à retenir dans le cadre du plan d'activités des opérations à venir (COBP) pour la période 2021-2023.



La BASD est présente de longue date en Afghanistan et le ministre a rappelé cette coopération bienvenue pour soutenir le développement des infrastructures du pays et la réponse au COVID-19. Un protocole d'accord (MOU) a été signé à l'issue de cette réunion.

BANGLADESH

- **L'agence japonaise JICA signe un accord de financement d'aide-projets d'un montant de 3,3 Mds USD.** La JICA a signé le 12 août avec le ministère des finances (ERD) un programme d'aide d'une ampleur inédite (338 Mds JPY ou 3,3 Mds USD) qui va financer 7 programmes jusqu'en 2029. Les conditions financières de ce qui constitue le 41^{ème} programme annuel d'assistance (*Official Development Assistance* ODA) sont particulièrement avantageuses. Le prêt porte sur une durée de 30 ans, assorti d'un délai de grâce de 10 ans et porteur d'un taux d'intérêt annuel ramené à 0,65% (+0,01% de frais de gestion), contre 0,9% pour le programme précédent et 1% pour le 39^{ème} ODA. C'est la plus importante contribution accordée depuis 1974 et le début de la coopération bilatérale.

Les enveloppes annuelles ont été augmentées au fil des ans, de 1,64 Mds USD en juin 2017 à 1,83 Mds USD en juin 2018, et 2,51 Mds USD l'an dernier. Le Japon est devenu, depuis 2012, le premier bailleur bilatéral du Bangladesh, avec un encours cumulé de 14,23 Mds USD ou 22 Mds USD avant juin dernier. Les principaux projets concernent le pont ferroviaire sur la Jamuna (coût global de 834 MUSD, inauguration prévue en mars 2024), l'extension des capacités de l'aéroport de Dhaka (*Hazrat Shahjalal International Airport*, 749 M USD, avril 2024), le développement d'un réseau de transport urbain à Dhaka (*Dhaka Mass Rapid Transit Development Project* phase IV, correspondant à la ligne 6 du métro urbain, 676 M USD, décembre 2022, complétée par la ligne 5 attendue en novembre 2029, pour 521 MUSD), l'autoroute *National Highway 1* (NH1) entre Chattogram et Cox'Bazar (18 MUSD, septembre 2023), un programme d'assistance aux infrastructures urbaines (*Urban Development and City Governance Project* 264 M USD, juin 2026) et un important programme de financement de la chaîne de valeur agro-alimentaire (*Food Value Chain Improvement Project*, 105 MUSD, septembre 2026).

Le Bangladesh a par ailleurs bénéficié, le 16 juillet dernier, d'un don du gouvernement japonais de 10 MUSD destiné à financer l'achat d'équipements médicaux.

- **La JICA s'est aussi engagée sur un programme d'aide budgétaire directe de 1 Md USD.** En avril dernier, le gouvernement avait annoncé un ensemble de 18 mesures de soutien à l'activité économique, représentant des dépenses globales de 956 Mds TK (10,3 Mds€), équivalant à 3,5% du PIB, étalées sur 2020 et 2021. Pour financer ce programme d'une ampleur inédite, il a reçu de la communauté internationale une enveloppe cumulée d'appui budgétaire qui atteignait au 30 mai 2020 2,9 Mds USD (équivalant à 0,9 points de PIB). L'agence de coopération japonaise JICA et la banque islamique de développement IsDB avaient accepté, le 12 mai dernier, de faire pour la 1^{ère} fois des aides directes, qui ne remettent pas en cause les enveloppes d'aide-projet déjà validées, d'un montant respectif de 1 Md USD et 182 M USD. Une première tranche du prêt japonais (*Crisis Response Emergency Support Loan*) a été décaissée le 5 août dernier, d'un montant équivalant à 320 MUSD ; elle porte un intérêt de 0,01% sur une période de 15 ans, avec 4 ans de grâce.
- **Progression du revenu moyen par habitant.** Selon le BBS, le revenu moyen par habitant s'élève à 174.888 Tk ou 2064 USD sur l'année budgétaire 2019/2020, contre 1909 USD en



2018/2019, année où la croissance a atteint le niveau record de 8,15%. La population est estimée à 167,56 M habitants. A prix constants, le PIB s'est élevé à 11.637,4 Mds TK en FY 2020 contre 11.057,9 Mds en FY19. Le PIB par habitant atteint en 2020 1970 USD contre 1828 USD en 2018/2019 et 1544 USD en 2016/2017. La monnaie nationale confirme sa stabilité par rapport au dollar US : le taux de change moyen annuel pour 1 USD s'élève à 84,71 TK en FY 2020, contre 84,03 TK en FY 2019 et 79,12 TK en FY 2017.

- **130 M€ de récoltes détruites par les inondations, le gouvernement se prépare à importer du riz.** Le ministère de l'Agriculture a annoncé que les inondations, qui durent exceptionnellement longtemps cette année, ont d'ores et déjà causé des dommages sur les cultures agricoles à hauteur de 13 Mds Tk (130 M€), touchant près de 1,2 M de fermiers. La culture du riz, qui occupe une très grande partie des terres arables, a été la plus touchée avec 70 M€ de pertes sur 150.000 ha (environ 3% des terrains cultivés de riz Aus et Aman). Si les inondations se prolongent, elles pourraient fortement compliquer la récolte de riz Aman, dont la saison début en octobre-novembre.

Avec une production de 34,9 M t de riz en 2018-19 pour une consommation de 35,4 M t, le Bangladesh est presque auto-suffisant et peut compter sur un stock d'environ 1,4 M t d'après le département américain d'agriculture (USDA). Toutefois, ces inondations prolongées inquiètent le gouvernement qui a annoncé se préparer à importer du riz cette année, alors même que l'épidémie de coronavirus a compliqué la récolte de riz Boro. En 2017, le gouvernement avait encouragé les importations de riz en baissant fortement les droits de douanes afin de faire face à la pénurie causée par d'importantes inondations, qui avaient gravement affecté les récoltes. Entre l'année 2016-2017 et l'année 2017-2018, les importations de riz sont passées de 75 000 t à 3 562 000 t, bousculant l'équilibre du marché et conduisant à une chute du prix d'achat et à un vif mécontentement des agriculteurs.

L'augmentation des précipitations et la fonte des glaciers de l'Himalaya est un défi majeur pour l'agriculture au Bangladesh qui espère trouver des solutions grâce à la recherche agronomique. En mars 2020, le *Bangladesh Institute of Nuclear Agriculture* a annoncé avoir développé une nouvelle variété de riz (BINA Dhan-23) plus résistante aux inondations et à la salinité. Les chercheurs estiment que cette nouvelle variété pourra augmenter la production de 2 à 3 M t, en rendant cultivables entre 0,7 et 1 M ha de terres. Les inondations ont également causé des pertes dans les champs de légumes (23 M€) et de jute (21 M€).

- **L'Inde veut conclure des contrats gouvernementaux d'achat de coton.** L'entreprise publique *Cotton Corp. of India* (<https://cotcorp.org.in/>) a manifesté récemment le souhait d'exporter 1,5 à 2 million balles de 170 Kg au Bangladesh pour réduire des stocks pléthoriques (jusqu'à 10,2 M balles prévues au 30 septembre 2020), avant l'arrivée de la prochaine récolte attendue à partir d'octobre ; les ensemencements couvraient 12,55 M ha (31 M acres) au 14 août 2020 et les cotonculteurs bénéficient d'un prix minimum garanti auprès de la *Cotton Corporation of India*. Les cours sur le marché indien sont au plus bas, ayant chuté de 20% depuis le début de la pandémie, et la *Cotton Association of India* (<https://www.caionline.in/>) a annoncé une baisse de la consommation domestique supérieure à 20% comparée à l'année précédente, pour se situer à 25 M balles sur la saison 2019/2020.

Les contrats de vente et les tarifs à l'export seront régis par un accord entre les deux gouvernements en se basant sur l'indice A Cotlook (<https://www.cotlook.com/>), et Cotton Corp. espère conclure un premier contrat de 500.000 à 700.000 balles auprès de l'acheteur public Trading Corp. of Bangladesh (TCB) d'ici au 30 septembre prochain, le complément étant livré



en 2021. Très désireuse d'écouler ses surplus de coton, l'Inde semble nettement moins enthousiaste pour ouvrir son marché aux produits *made in Bangladesh*. Outre les mesures coercitives prises unilatéralement en janvier 2017 contre le jute et ses produits dérivés (imposition de taxes antidumping), la presse se fait l'écho de dispositions similaires attendues courant août sur le textile-habillement, à la demande du lobby local *Clothing Manufacturers Association of India* (CMAI). Si elles venaient à être mises en œuvre, le déficit structurel des échanges commerciaux bilatéraux (6,7 Mds USD en 2019/2020) va se creuser inexorablement.

L'Inde est le deuxième producteur de coton au monde, juste derrière la Chine et devant les Etats-Unis. Le Bangladesh est le second acheteur de coton : il a importé en 2018-19 7,2 M balles de coton (équivalent à 1,57 Mt) pour une valeur d'environ 3 Mds USD. La filière du coton (coton, fils de coton et tissus) représentait en 2018-19 le deuxième poste d'importation avec 6905 M USD (13,2 % des importations), juste derrière les hydrocarbures.

Ces sujets ont été au menu des discussions entre la Première ministre et le *Foreign Secretary* Harsh Vardhan Shringla en visite officielle à Dhaka les 18 et 19 août dernier.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Selon les données du Centre pour le suivi de l'économie indienne (CMIE), 18,9 millions de salariés auraient perdu leur emploi lors du confinement lié au Covid-19.** Agence privée référence en matière d'emploi en Inde, le CMIE estime que ces pertes sont survenues au cours de la période avril-juillet 2020. En évolution mensuelle, les pertes d'emploi ont été majeures en avril, avec - 17,7 millions d'emplois salariés, - 100 000 encore en mai, mais une reprise en juin où 3,9 millions d'emplois auraient été récupérés. La tendance s'est à nouveau inversée en juillet avec environ 5 millions d'emplois perdus. Les petits commerçants, colporteurs et journaliers ont été les plus durement touchés lors du confinement d'avril.

Les emplois « informels et non-salariés » auraient grossi, de leur côté et au cours de la même période. De 317,6 millions en juillet 2019, ils seraient désormais à 325,6 M un an plus tard (soit + 2,5 % selon le CMIE).

- **Retour d'un déficit de la balance commerciale en juillet après l'excédent enregistré en juin.** Le déficit commercial de juillet s'est établi à 4,83 Mds USD contre une impasse de 13,43 Mds USD un an plus tôt. Les exportations ont chuté de 10,2 % entre juillet 2019 et 2020, à 23,64 Mds USD, après avoir baissé de 12,4 % en juin en raison essentiellement de la pandémie de coronavirus.

Les importations ont diminué pour leur part de 28,4 % en g.a pour s'établir à 28,5 Mds USD en juillet, après la baisse de 47,6% en juin. Les importations totales de marchandises ont chuté de plus de 46 % à 88,9 Mds USD entre avril et juillet 2020 ; dans le même temps, les exportations ont diminué de 30,2 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 75 Mds USD.

L'Inde a accusé un déficit commercial important lors des 15 dernières années, transformé exceptionnellement en excédent commercial le mois dernier (une première en 18 ans). La croissance des exportations au cours de la période récente a été compensée par une augmentation supérieure des importations, principalement des produits énergétiques et électroniques.



POLITIQUES MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Publication des minutes du dernier Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale.** La décision d'un statu quo sur les taux a été unanime, de même que le maintien d'une orientation accommodante de la politique monétaire, «aussi longtemps que nécessaire pour relancer la croissance et atténuer l'impact du COVID-19 sur l'économie, tout en veillant à ce que l'inflation reste, à l'avenir, dans les limites de l'objectif».

C'est ce dernier élément qui a fait l'objet des plus intéressants débats car tous les Membres du CPM ont fait part de leur inquiétude sur le niveau élevé de l'inflation, notamment après l'intégration dans l'indice des prix à la consommation par le Centre national des statistiques des données initialement manquantes pour la période avril-mai 2020. La plupart des membres du CPM expliquaient initialement l'inflation plus élevée que celle anticipée par les ruptures d'approvisionnement dues au confinement et aux hausses de taxes et des droits sur les produits pétroliers. Mais ils tablent désormais sur la persistance d'une inflation supérieure aux attentes et à la cible de la RBI pendant un troisième trimestre consécutif ; les tensions devraient toutefois s'atténuer ensuite, au second semestre de l'exercice budgétaire 2020. Les raisons avancées lors de la réunion tiennent à une bonne mousson, au déconfinement progressif de l'activité économique et à une base statistique favorable. Peu de Membres semblaient en revanche inquiets de pressions inflationnistes qui pourraient résulter de l'actuel assouplissement budgétaire, de la généralisation des hausses de prix des produits alimentaires, des coûts élevés de reconstruction ou de la modification des chaînes d'approvisionnement.

En termes de croissance, les membres du CPM ont souligné que les perspectives économiques pour l'exercice en cours s'étaient quelque peu détériorées car l'Inde n'avait pas encore atteint le plateau de sa courbe COVID et que cette situation avait rendu nécessaire l'imposition de confinement prolongé au niveau local. Néanmoins, certains membres ont reconnu la meilleure orientation de certains indicateurs économiques avancés, après l'étiage de la période avril-mai.

Sur les autres points abordés, on relèvera que le CPM a reconnu l'amélioration de la transmission monétaire sur les derniers mois. Un membre a souligné qu'un choc négatif sur l'offre de crédit dans le secteur des Micros et PME pouvait entraîner un «déficit de crédit» et conduire ce type d'entreprises à se tourner vers des prêteurs susceptibles d'offrir des conditions tarifaires plus élevées. Un autre a appelé à des mesures proactives du côté de l'offre, qui seraient spécifiques au secteur des huiles alimentaires, légumineuses et autres céréales en raison des perturbations dans l'approvisionnement et les goulots d'étranglement liés à l'environnement post-COVID.

- **Le Conseil d'administration de la Banque centrale indienne (RBI) a approuvé le transfert de 571,3 Mds INR (7,6 Mds USD) au gouvernement à partir de son capital excédentaire et a décidé de maintenir une couverture de risques de 5,5%. L'an passé, le Conseil de la RBI avait décidé le transfert d'un montant record de 1,76 trillions INR, qui comprenait 1,23 trillions INR à titre de dividendes et 526,4 Mds INR de son capital considéré comme excédentaire.**

AUTRES INFORMATIONS

- **Le Partenariat économique régional global (RCEP) définitivement sans l'Inde ?** Comme on le sait, ce pays s'est retiré des négociations du RCEP en novembre 2019 en raison de préoccupations liées en particulier à des déficits commerciaux en hausse avec certains États membres.



Les négociations arrivent désormais dans leur phase ultime de toilettage et la signature de l'Accord pourrait donc intervenir prochainement, sans l'Inde, mais entre les États membres de l'ASEAN, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Il se dit cependant que les pays participants garderaient la porte ouverte à l'Inde, au cas où elle se déciderait à rejoindre l'accord commercial à l'avenir.

MALDIVES

- **Inde : Soutien budgétaire de 250 M USD et 500 M USD pour le Projet de connectivité du Grand Malé.** Le gouvernement indien a annoncé un soutien budgétaire aux Maldives de 250 M USD. Ce soutien prendra la forme d'un prêt concessionnel. La pandémie du COVID-19 affecte lourdement l'économie maldivienne et par conséquent les recettes fiscales de l'Etat. L'Inde a en outre annoncé une assistance financière de 500 M USD pour le développement du Projet de connectivité du Grand Malé. Ce dernier vise à relier la capitale Malé avec plusieurs îles périphériques (Villingili, Thilafushi and Gulhifalhu) via des ponts et chaussées d'une longueur combinée de 6,7 km. Ce paquet financier de 500 M USD se compose d'une ligne de crédit de 400 M USD et d'un don de 100 M USD.
- **Financement de 73,4 M USD de la Banque asiatique de développement dans le secteur des déchets.** La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un financement de 73,39 M USD à l'Etat maldivien, comprenant un prêt concessionnel et une partie en don. Ce soutien vise à contribuer au financement de la construction d'une usine de traitement et de valorisation énergétique des déchets, sur l'île de Thilafushi, dans la région du Grand Malé. Cette île accueille depuis 1992 une déchetterie mais n'a aucune mesure de contrôle de la pollution en place. L'usine aura une capacité de traitement de 500 tonnes de déchets par jour et générera un excédent de 8 MW en production d'électricité. Le projet sera mené avec le secteur privé basé sur le schéma de « conception-construction-exploitation », la période d'exploitation et de maintenance étant prévue pour 15 ans. Le coût total du projet est estimé à 151,1 M USD. La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) compte contribuer au projet par un prêt de 40 M USD. Le gouvernement maldivien devrait apporter 27,7 M USD et un fonds japonais prévoit un don de 10 M USD. La BAsD a aussi annoncé un don de 500 000 USD pour renforcer les capacités institutionnelles du ministère de l'Environnement et de l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

PAKISTAN

- **Le cabinet Fitch Ratings a confirmé la cote de crédit à long terme du Pakistan à « B- » avec une « perspective stable »,** prévoyant une augmentation des réserves de change à 16 Mds USD d'ici juin 2021 dans le cadre de la facilité élargie de crédit du FMI et des facilités pétrolières saoudiennes. Selon Fitch, les finances extérieures semblent résilientes aux chocs en raison des mesures économiques des autorités et du soutien financier multilatéral et bilatéral. Le cabinet s'attend désormais à une croissance de 1,2 % au cours de l'exercice 2020/21. Toutefois, les défis actuels de l'économie, tels que la faiblesse des finances publiques, les déficits budgétaires importants, le ratio dette publique / PIB élevé et les remboursements importants de la dette extérieure par rapport aux faibles réserves de change (environ 12 Mds USD actuellement) ont conduit Fitch à évaluer la cote de crédit à « B- ». Le cabinet prévoit une baisse des transferts de



migrants (environ 10 %), une baisse des recettes fiscales ainsi qu'une dette portée à 90 % au cours de l'exercice 2020/21.

- **Le gouvernement souhaite améliorer la transparence des projets du CPEC lors de la prochaine visite du ministre des Affaires étrangères chinois prévue en octobre.** En préparation de cette visite, le ministre du Plan, Asad Umar, a réuni le Comité chargé du CPEC pour examiner la progression des projets en cours et discuter des futurs projets pour l'exercice 2020/21. Il a notamment été décidé que les projets du CPEC de l'exercice en cours seraient concentrés dans les domaines de l'agriculture, de la science et des technologies, en plus des projets déjà annoncés d'infrastructures de transport et d'énergie. Selon le ministre du Plan, des progrès significatifs ont également été réalisés dans le développement de la ville de Gwadar avec l'inauguration de l'hôpital, d'un centre de formation technique et professionnel ainsi que la première phase du barrage de Saur devant permettre à la ville de surmonter ses pénuries d'eau.
- **Les transferts de migrants ont atteint près de 2,8 Mds USD en juillet, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré en un seul mois.** Cela représente une croissance de 36,5 % par rapport à juillet 2019 et de 12,2 % par rapport à juin 2020. La majorité des transferts pour le mois de juillet proviennent d'Arabie saoudite (821,6 M USD), suivi des Émirats arabes unis (538,2 M USD), du Royaume-Uni (394 M USD) et des États-Unis (250,6 M USD). Cette augmentation importante des transferts de migrants peut s'expliquer par : (i) l'augmentation de l'utilisation des canaux bancaires officiels pour le transfert de fonds au détriment des canaux illégaux ; (ii) les pertes d'emplois importantes en Arabie saoudite et dans la région du Golfe ont incité les migrants pakistanais à préparer leur retour au pays en envoyant davantage de fonds ; et enfin (iii) l'envoi plus important lié aux fêtes de l'Aïd.
- **Les exportations de textiles ont bondi de 33 % pour atteindre 1,3 Md USD en juillet 2020.** Sur une base annuelle, les exportations de textiles ont augmenté de 14,4 % par rapport à juillet 2019. La production de textile, principal contributeur à l'indice de fabrication à grande échelle (LSM), avait reculé de 6,8 % en juin 2020, par rapport au même mois de l'exercice précédent, et avait chuté de 30,5 % en mai en glissement annuel. La reprise de la production et des exportations du mois de juillet s'explique par la levée des dernières restrictions de confinement pour les entreprises, à l'ouverture progressive des marchés d'exportations et à une forte demande des pays occidentaux importateurs de textiles.
- **Les dépôts bancaires ont enregistré une forte augmentation au cours de l'exercice 2019/20 pour atteindre 92 Mds USD.** Cette augmentation peut s'expliquer par différentes raisons : (i) le plan de relance du gouvernement de 7,2 Mds USD pour faire face à la crise économique et sanitaire via des dépôts bancaires ; (ii) l'injection de près de 6 Mds USD de la Banque centrale auprès des banques commerciales pour soutenir les entreprises et l'emploi ; (iii) l'augmentation de la réception des transferts de migrants, qui a atteint un niveau record de 23,1 Mds USD au cours de l'exercice précédent ; et (iv) l'augmentation des dépôts sous forme de bons de Trésor et d'obligations.

SRI LANKA

- **Expansion de l'industrie manufacturière et des services d'après l'indice PMI.** Ce dernier, publié par la Banque centrale, est un indicateur qui reflète la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis de l'environnement économique. L'indice PMI dans le secteur de l'industrie



manufacturière (*Purchasing Managers' Index - Manufacturing*) a atteint 64,6 points en juillet, et confirme ainsi l'expansion des activités. Il s'agit d'une progression de +40,4 points par rapport à avril, mois durant lequel un couvre-feu strict était en vigueur. Néanmoins, il affiche une légère baisse par rapport à juin (67,3 ; soit -2,7 pts). Le sous-indice « Production » reste élevé, à 73,7 points contre 77,4 le mois précédent. Le sous-indice « Nouvelles commandes » réalise une performance solide à 69,5 points (-4,2 pts par rapport à juin), ce qui illustre la résilience de la demande. Le sous-indice « Stocks des achats » affiche une expansion avec un indice de 61,1, équivalent à celui de juin : les personnes qui ont répondu souhaitent faire des stocks en prévision d'une future hausse de leur production. Les sondés ont cependant surligné l'impact négatif des restrictions aux importations sur les activités manufacturières.

L'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services (*Purchasing Managers' Index - Services*) est de 51,4 en juillet, soit +1 point par rapport au plancher record d'avril (29,8). Les sous-indices « Nouvelles activités » (de 53,5 ; -0,1 point par rapport à juin) et « activités commerciales » (61) démontre la confiance des sondés dans la reprise, notamment dans les secteurs des services financiers, le commerce, la santé ainsi que les télécommunications. Malgré la fermeture du pays aux touristes étrangers, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a connu une légère amélioration grâce au tourisme local. A l'inverse, les secteurs de la manutention et de l'import sont inquiets des conséquences des restrictions aux importations sur leurs activités. Le sous-indice « Prévisions d'activités » a cru de 60,7 à 65,5 sur la période. Le sous-indice « Emploi » reste dans une tendance négative pour le 6^{ème} mois consécutif, malgré une hausse de 34,7 à 40 points, du fait de l'arrêt prolongé des recrutements.

- **Diminution sensible des échanges commerciaux sur le premier semestre 2020, réduction du déficit commercial.** Le solde négatif de la balance commerciale sri lankaise est en effet tombé à -3,3 Mds USD au cours du premier semestre 2020, contre -3,6 Mds USD lors du S1 2019. Les exportations de l'île ont sensiblement chuté sur la période, s'affichant à 4,4 Mds USD (-26,4% par rapport au S1 2020 en g.a). Elles ont été sensiblement affectées par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19. Les ventes de vêtements et textiles, traditionnel premier poste d'exportation du pays ont chuté du fait d'une forte baisse des commandes (-29,6% en g.a, à 1,9 Md USD, soit 43,2% des exportations totales), et ce malgré le dynamisme des ventes des équipements de protection pour le domaine médical. Le pays a en outre enregistré une diminution de ses ventes de thé à l'étranger (-16,5% en g.a, à 572 M USD), qui restent toutefois le second poste à l'export (13% du total) ; ainsi que celles des produits en caoutchouc (-24,1%, à 336 M USD).

Les exportations connaissent néanmoins une forte reprise, avec un montant de 894 M USD en juin contre 587 M USD en mai. L'amélioration de la balance commerciale au S1 2020 tient principalement au recul significatif des importations (-20% en g.a, à 7,7 Mds USD). Ce phénomène s'explique surtout par les restrictions imposées par le gouvernement et la chute du prix du pétrole, premier poste d'importation du pays (14,6% du total). L'importation de combustibles a ainsi diminué de -37,9% en g.a, à 1,2 Md USD. Les importations de véhicules s'affichent en baisse (-15,7% en g.a, à 273,4 M USD). A l'inverse, l'achat à l'étranger de produits médicaux et pharmaceutiques a cru 10,2%, à 274,7 M USD.

- **Baisse de la Bourse de Colombo (CSE) au cours de la période janvier-août 2020.** Entre le 2 janvier et le 20 août 2020, les deux indices boursiers ASPI et S&P SL20 ont chuté de respectivement -12,3% et de -19%. L'indice ASPI a débuté l'année à 6108,5 points contre 5360 au 20 août. Quant au S&P SL20, il avait commencé 2020 à 2929 points contre 2373 au 20 août. Malgré ces performances négatives, les deux indices du CSE ont récupéré une bonne partie de



leurs pertes par rapport au plancher atteint le 12 mai, l'ASPI et le S&P SL20 étaient tombés à respectivement 4248 et 1691 points. Cette récente hausse illustre le redémarrage de l'économie, fortement affectée par le couvre-feu strict qui fut imposé sur Colombo de mi-mars à mi-mai. Du fait de ce dernier, la bourse avait d'ailleurs été fermée le 20 mars avant de rouvrir le 11 mai. Les flux nets pour le CSE ont été négatifs à hauteur de 111 M USD sur la période janvier-juin 2020, contre un flux net négatif de 10 M USD sur la période équivalente l'an dernier, démontrant notamment un retrait des investisseurs étrangers du marché boursier local.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, P-H. Lenfant, D. Simon, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 21/08/2020